

A entendre les honorables députés de la gauche parler du referendum comme d'un grand principe constitutionnel, on pourrait croire qu'il a toujours été un des traits marquants de la politique conservatrice. Bien que je ne sois pas né au Canada, j'ai étudié l'histoire politique de ce pays et je demanderai à l'honorable député de Yale-Cariboo, combien de fois, depuis la Confédération, le gouvernement conservateur a eu recours au referendum. Combien de fois a-t-il dissout le parlement pour consulter le peuple sur un projet, avant de le faire adopter?

L'honorable député de Grey-est (M. Sproule) a mentionné certaines questions qui pourraient être soumises au peuple avant d'être décidées, entre autres, l'autonomie des provinces de l'Ouest. Je vois qu'il n'est pas à son siège; je me proposais de lui demander ceci: Le gouvernement conservateur entreprit de faire entrer dans la Confédération la Colombie-Anglaise qui était une colonie de la couronne. Il n'y a pas de comparaison entre l'importance de cette question et celle d'étendre l'autonomie de provinces qui ont toujours fait partie de la Confédération et cependant le gouvernement conservateur a-t-il demandé un referendum, pour faire décider l'entrée de la Colombie-Anglaise dans la Confédération?

Je ne dis pas que j'aurais appuyé une demande de referendum, si j'eus été membre du Parlement à cette époque; c'est une simple remarque que je fais en réponse à la prétention émise par l'honorable député de Grey-est.

Au cours du débat sur cette question, en 1872, trois amendements ont été proposés au projet d'union. Ces amendements ne tendaient pas à faire décider la question par le peuple; ils demandaient seulement de permettre aux députés de consulter leurs électeurs pour connaître l'opinion des provinces de l'Est sur ce projet d'union. Or ces trois amendements ont été repoussés par le parti conservateur.

A-t-on demandé un plébiscite quand il s'est agi d'établir une milice canadienne? Le Gouvernement actuel a porté les dépenses de ce service à près de \$7,000,000 annuellement, une somme de beaucoup plus considérable que celle que coûtera la marine d'ici à plusieurs années. L'opposition a-t-elle jamais demandé de soumettre préalablement au peuple la question de l'augmentation des dépenses pour la milice?

Après tout qu'est-ce que la marine? Ce n'est que le développement du principe de la protection nationale, et si ce développement est justifié dans une direction, il l'est également dans l'autre.

Je maintiens que dans un pays aussi étendu, dont les progrès sont si rapides, où des questions de suprême importance surgissent inopinément devant le Parlement, la pro-

M. RALPH SMITH.

position des honorables députés de la gauche est absolument impraticable.

J'en arrive maintenant à l'attitude que prend aujourd'hui l'honorable leader de la gauche. A nouveau il a opéré un changement de front et il a abandonné l'idée de pourvoir à toute éventualité, ou à toute crise qui pourrait se produire dans la mère patrie. Existait-il réellement une crise l'année dernière? Les relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont-elles été réellement tendues au point de faire croire l'existence d'un péril réel sous ce rapport? Cette crise n'existait que dans l'esprit de Robert Blatchford, que dans les pages de rédaction de la presse jaune; cependant, les ministres responsables en Angleterre ont pris toutes les précautions intelligentes possibles, surtout au cours des deux ou trois dernières années, pour éviter tout ce qui aurait été de nature à susciter un conflit entre les deux nations, en dépit même des luttes électorales qui se poursuivaient en Grande-Bretagne, oui, à empêcher tout ce qui aurait été de nature à occasionner une crise, à nécessiter des mesures spéciales et cela depuis un an. Mon honorable ami d'Yale-et-Caribou (M. Burrell) a cité un passage d'un discours de Lord Rosebery pour excuser l'attitude qu'il prend sur cette question. Quelle était donc la date de ce discours? C'était précisément celle qui a marqué la harangue de l'honorable représentant de Toronto-nord (M. Foster) dans laquelle ce dernier se trouvait si sérieusement impressionné par l'imminence de la crise qu'il soumettait à la Chambre, son fameux projet de résolution. En cette année-là—en 1909—il existait, je l'avoue, beaucoup d'excitation et de malaise dans la mère patrie. J'ai eu cependant l'occasion de connaître par plusieurs années d'expérience ce qui se passait en Grande-Bretagne, puisque j'avais trente-quatre ans quand je m'embarquai pour le Canada; que je m'étais auparavant occupé assez de tout ce qui se rapportait à la politique britannique, et je n'hésite aucunement à affirmer que l'épouvantail de la guerre auquel on a eu recours il y a un an, était précisément celui qu'on employait suivant des besoins politiques, suivant les circonstances. Cette urgence existait-elle il y a un an? L'honorable député doit avoir opiné dans l'affirmative puisqu'il demandait au Canada de contribuer à la défense navale de l'empire. Les conditions sont-elles les mêmes aujourd'hui? Mon honorable ami de Hastings (M. Northrup) prétend qu'il y a urgence, et c'est aussi l'opinion de l'honorable représentant d'Yale-et-Caribou (M. Burrell); cependant, tous deux ont l'intention d'appuyer une contre-proposition qui n'indique aucun moyen d'obvier à cette urgence. J'ai demandé s'il existait une nécessité réelle l'année dernière. Je ne croyais pas alors à ce péril et c'est